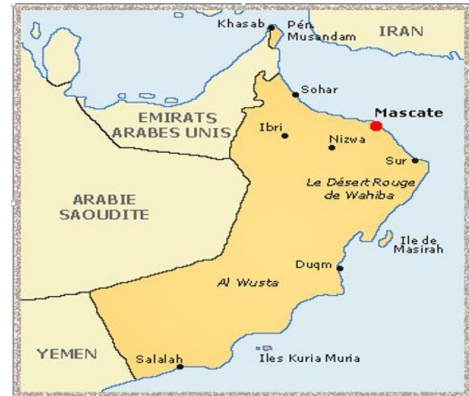


Objectif Oman

Mars 2018



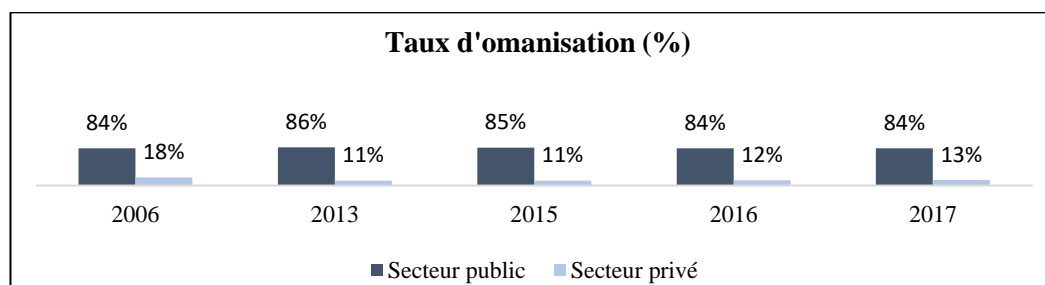
Faits saillants

- *Marché du travail : pressions accrues sur le secteur privé pour recruter des travailleurs nationaux*
- *L'agence de notation Moody's dégrade la note d'Oman de Baa2 à Baa3, perspective négative*
- *Remontée continue des taux d'intérêt dans le sillage de la politique monétaire américaine*
- *Immobilier : finalisation du cadre juridique des Real Estate Investment Trusts (REIT)*
- *Hydrocarbures : 1er pavillon France au salon OGWA du 26 au 28 mars 2018 par Business France*

CLIMAT DES AFFAIRES

Marché du travail : pressions accrues sur le secteur privé pour recruter des travailleurs nationaux

Le Ministère du Travail a renouvelé ses mises en garde à l'égard des entreprises ne participant pas à l'effort de recrutement de travailleurs nationaux, menaçant de confisquer les visas de leurs travailleurs expatriés. Les autorités ont condamné publiquement 199 entreprises (très majoritairement omanaises) totalisant 16 544 expatriés sans le moindre poste pourvu à des Omanais. Le gouvernement a promis pour rappel la création de 25 000 emplois d'ici fin mai 2018 (13 500 emplois ayant déjà été « créés ») en réponse à la montée des revendications sociales liée à l'importance du chômage et du sous-emploi. En janvier, les autorités avaient déjà annoncé la suspension de délivrance de visas expatriés pour 6 mois portant sur 87 postes, la plupart à qualification moyenne, couvrant 10 secteurs d'activité. Dans un contexte de déficit public élevé et persistant (-13 % du PIB en 2017), le gouvernement intensifie la pression sur le secteur privé, rappelant le fort déséquilibre dans la part des travailleurs nationaux du secteur privé par rapport au public. En janvier 2018, 12,7 % seulement des salariés du privé étaient Omanais contre 84 % dans le secteur public, un ratio qui n'a pas évolué en 10 ans (cf. graphique). Le Ministère du Travail a rappelé que les entreprises ne respectant pas leur taux d'omanisation officiel, au demeurant difficilement atteignable compte tenu de la moindre productivité, d'un manque de compétences et d'un coût supérieur des travailleurs nationaux, encourent une amende allant de 250 à 500 OMR pour chaque emploi omanais « faisant défaut ». Conséquence de ces mesures, l'environnement des affaires ne cesse de se détériorer alors que les autorités espèrent toujours attirer davantage d'investissements étrangers.

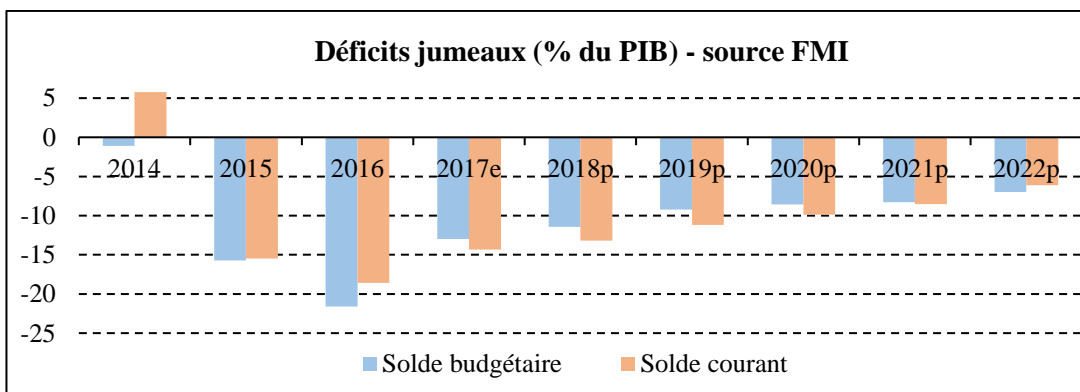


Source : FMI, NCSI

INFORMATIONS MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

Moody's baisse la note d'Oman à Baa3, soit un cran de la catégorie spéculative, avec perspective négative

L'agence de notation *Moody's* a dégradé le 16 mars dernier la note souveraine du Sultanat de Baa2 à Baa3, soit à un cran de la catégorie spéculative. La note est assortie d'une perspective négative, ouvrant la voie, en l'absence d'amélioration significative du cadre macroéconomique, à la perte du statut d'investissement, ce qui, ajouté à la note actuelle du pays par *Standard & Poor's*, déjà en « spéculatif », se traduirait par un net rehaussement des taux. La baisse d'un cran de la note de long terme de la dette omanaise par *Moody's* s'explique par la persistance des déficits jumeaux à des seuils excessifs pour un pays de la taille d'Oman et une résilience financière insuffisante pour absorber l'hypothèse d'un nouveau choc externe (typiquement une nouvelle baisse des prix du pétrole). L'incapacité des autorités à réduire le prix d'équilibre budgétaire (toujours supérieur à 80 USD) dans un contexte social fragilisé, se traduirait, selon l'agence, par un déficit public de l'ordre de 5 à 7 % du PIB par an d'ici à 2023, générant des paiements d'intérêts sur la dette atteignant 8,4 % des recettes budgétaires en 2019 contre 3,8 % en 2017. A moyen-terme, *Moody's* s'attend à une croissance réelle inférieure à la progression démographique, du fait d'une production pétrolière limitée à 1 000 000 b/j et de l'adoption de mesures restrictives au plan budgétaire. Dans la foulée de la dégradation de la note souveraine, *Moody's* a abaissé la note de long-terme des cinq principales banques omanaises (*Bank Muscat, Oman Arab Bank, Bank Sohar, Bank Nizwa* et *HSBC Oman*).



Remontée continue des taux dans le sillage de la politique monétaire américaine

La Banque centrale a rehaussé à la mi-mars le taux d'intérêt sur les dépôts obligatoires des banques commerciales de 1 % à 1,5 %. Cette décision est la conséquence du resserrement progressif du taux de refinancement de la Banque centrale (*REPO rate*), auquel les banques commerciales empruntent à très court-terme, de 1 % fin 2016 à 1,9 % fin 2017, à l'origine d'une hausse continue des taux d'intérêt depuis plus d'un an. Conséquence de l'ancrage du rial au dollar US, la Banque centrale d'Oman est contrainte de s'aligner sur la politique monétaire américaine et suit ainsi logiquement le mouvement de remontée graduelle des taux par la Reserve Fédérale des Etats-Unis (*Fed*). Cette hausse des taux d'intérêt dans le Sultanat est nécessaire non seulement pour garantir l'ancrage monétaire mais aussi pour éviter les sorties de capitaux qui risqueraient de peser sur les réserves de change de la Banque centrale. Dans le cas où la *Fed* décidait de remonter ses taux de façon plus marquée, le resserrement induit de la politique monétaire omanaise risquerait d'affecter davantage l'activité, déjà atone, tout en aggravant à terme le déficit public à travers la hausse du coût de la dette. A noter que la Banque centrale d'Oman a décidé à compter du 1^{er} avril d'assouplir les ratios de prêts autorisés, en incluant dans leur calcul les opérations interbancaires, de manière à accroître la capacité de prêt des banques commerciales et desserrer quelque peu les contraintes de liquidité tout en favorisant le développement du marché interbancaire omanais.

Banques : Bank Muscat lève 500 M USD sur le marché international de la dette

Bank Muscat a levé le 10 mars dernier 500 M USD sur le marché des *Euro Medium Term Notes (EMTN)* de l'*Irish Stock Exchange*. Libellés en dollars US bien qu'émis et échangés hors des Etats-Unis, les *EMTN*

facilitent l'accès au marché international de la dette grâce à une large flexibilité (l'accord des actionnaires n'étant pas nécessaire) et à un coût moindre que les émissions obligataires en matière de mise en place réglementaire. D'une maturité de 5 ans et offrant un coupon de 4,875 %, les EMTN de *Bank Muscat* ont été sursouscrits plus de deux fois, avec une forte demande d'investisseurs régionaux et internationaux, dont des banques participant à la structuration de l'opération. *Crédit Agricole CIB*, *Arab Banking Corporation*, *Citigroup*, *Emirates NBD*, *First Abu Dhabi Bank*, *HSBC*, *ICBC Standard Bank* et *Bank Muscat* ont agi en tant que teneurs de livres. Malgré sa décision de ramener la note de la dette de long-terme de *Bank Muscat* de BBB+ à BBB, l'agence *Capital Intelligence* a rappelé que la banque était la plus solide du secteur bancaire local, reflet de la qualité des actifs, d'une part de marché majoritaire et de la présence de l'Etat dans l'actionariat, via notamment le *Royal Court Affairs* (23,63 % du capital).

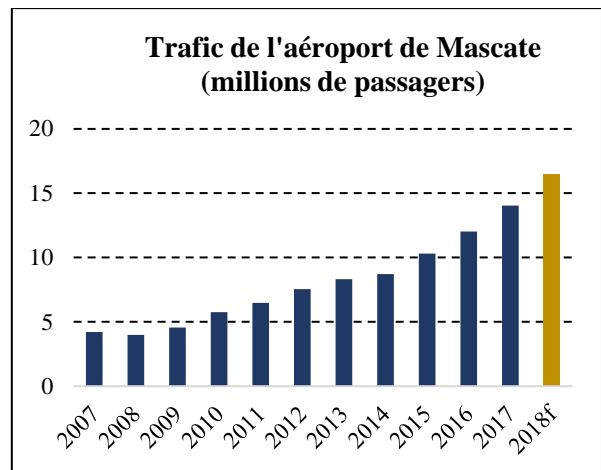
Immobilier : finalisation du cadre réglementaire des Real Estate Investment Trusts (REIT)

La *Capital Market Authority (CMA)*, l'autorité de régulation financière du Sultanat, a publié sa Décision Administrative n°2/2018 relative à la création et à la gestion de *Real Estate Investment Trusts (REIT)*, sociétés de placements immobiliers, dans le Sultanat. Les REITs, qui ont émergé dans les années 1990 dans les pays développés et se sont fortement développés ces dernières années en Arabie Saoudite et aux Emirats arabes unis, sont des sociétés financières détenant des actifs immobiliers (centres commerciaux, immeubles de bureau, hôpitaux, hôtels, résidences...) générant un revenu. Outre l'effet de levier qu'ils procurent grâce à une capacité d'endettement élevée, les REITs ont l'avantage d'être très liquides et de favoriser la diversification des placements. L'adoption de ce cadre juridique, avec beaucoup de retard par rapport aux pays voisins, devrait favoriser l'approfondissement du marché domestique, 75 % des fonds devant être investis dans le Sultanat, et attirer un sucroût de capitaux étrangers. Les REITs seront gérés par des entités privées, cotées à 40 % *a minima* sur la bourse de Mascate (*Muscat Securities Market*) afin d'en accroître la liquidité. Les principales mesures définies dans le cadre juridique local portent sur le capital minimum (fixé à 10 M OMR), l'obligation de distribuer 90 % des profits annuels *a minima* et une exonération fiscale totale. Les REITs pourront être détenus à 100 % par des investisseurs étrangers, le Sultanat espérant capter une partie de l'épargne expatriée transférée à l'étranger (4 Mds OMR en 2016) de manière à limiter le déficit de la balance courante (-14,3 % du PIB en 2017). Cette annonce, fruit des initiatives du programme national d'accélération de la diversification (TANFEEDH), intervient alors que le marché résidentiel souffre de la suspension temporaire de délivrance de visas expatriés, les propriétaires devant baisser leurs loyers du fait de la réduction du nombre de travailleurs étrangers.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Aérien : ouverture officielle du nouvel aéroport international de Mascate

Le nouveau terminal de l'aéroport international de Mascate a été officiellement ouvert le 20 mars dernier après plus de quatre ans de retard. Doté d'une capacité d'accueil de 20 millions de passagers, la mise en service du nouvel terminal vise à répondre à la croissance continue du trafic (+13,8 % par an en moyenne sur les 10 dernières années) tout en servant de levier au développement du tourisme, l'un des cinq secteurs prioritaires en matière de diversification. L'an passé, l'aéroport de Mascate a accueilli 14 millions de passagers et 16,5 millions d'arrivées sont attendues cette année. Les autorités prévoient d'ores et déjà des phases d'extension pour accroître la capacité d'accueil à 48 millions de passagers. Bien que certains segments doivent encore être finalisés, à commencer par le *duty-free*, le nouveau terminal, en phase avec les traditions architecturales du Sultanat, doit aussi participer de la stratégie de développement de la compagnie nationale *Oman Air*. Plusieurs entreprises françaises ont participé à la réalisation du nouveau terminal dont *ADPi*, filiale du groupe *ADP*, pour la gestion du projet, *Thales* pour la fourniture des systèmes informatiques, de sécurité et d'aide à la navigation ou encore *Schneider Electric* s'agissant de la fourniture des tableaux à basse tension. *JC Decaux* assure en outre la gestion de la publicité dans le terminal. En parallèle, un nouveau terminal cargo, d'une capacité de 350 000 tonnes, a remplacé le terminal existant. Le nouvel aéroport international de Mascate, qui à l'origine devait coûter 1,8 Md USD, a vu ses coûts dérapier pour dépasser 4 Mds USD (estimés). Bien qu'aucune décision n'ait été entérinée, l'ancien terminal pourrait être consacré à des activités de formation ou à défaut serait détruit.



Source : NCSI, PACA

Agroalimentaire : 1^{ère} édition de l'Oman French Week organisée par le Service Economique de Mascate

Le Service économique a organisé du 14 au 21 mars à Mascate la 1^{ère} édition de l'*Oman French Week* autour du secteur de la restauration & de l'agroalimentaire. Bénéficiant du support publicitaire de *JC Decaux*, l'évènement a fédéré près d'une trentaine d'entreprises, hôtels et restaurants, français comme omanais, à travers plusieurs déjeuners et dîners, ainsi que des opérations de valorisation des produits français (promotions, nouveaux produits et meilleure mise en valeur). Parmi les différents participants, on peut citer *Crowne Plaza*, *IBIS*, *Intercontinental*, *Sundus Rotana*, *Angelina*, *Fauchon*, *Paul*, *Al Marsa Foods*, *Al Meera*, *Sodexo*, *Newrest*, *Carrefour* ou encore *Omantel* et *Oman Air*. Cette 1^{ère} édition a permis de sensibiliser les consommateurs omanais aux produits français, encore trop méconnus dans le pays au vu de la part prise par l'agroalimentaire dans les exportations françaises (9,3 % des ventes françaises en Oman). La 2^{ème} édition de l'*Oman French Week*, prévue pour mars 2019, devrait mettre l'accent sur les secteurs de l'eau et de l'énergie, segments sur lesquels les sociétés françaises détiennent 20 % de parts de marché.

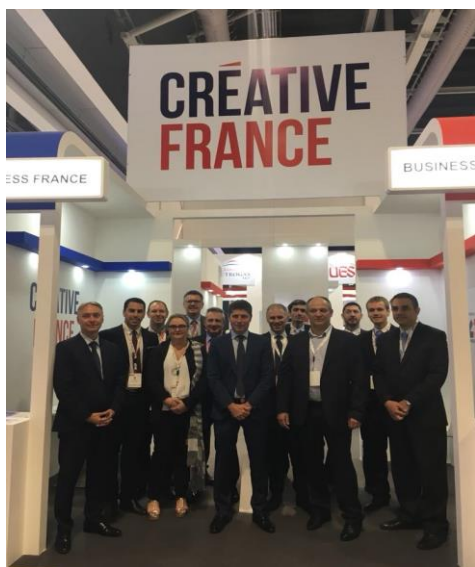
Electricité : 3 sociétés françaises parmi les 28 consortiums pré-qualifiés par OPWP pour le projet Ibri

Oman Power and Water Procurement Company (OPWP), en charge de l'approvisionnement en eau et en énergie du Sultanat, a publié la liste des entreprises et consortiums pré-qualifiés dans le cadre de l'appel d'offre lancé fin 2017 pour la construction de la 1^{ère} centrale électrique à énergie solaire du pays, d'une capacité de 500 MW. D'après le groupe *MEED*, spécialisée dans la veille sectorielle au Proche et Moyen-Orient, l'entité saoudienne *ACWA* figurerait parmi les favoris compte tenu de son expérience dans l'énergie solaire à Dubaï et en Arabie Saoudite et de sa politique très agressive en matière de prix. D'autres groupes pré-qualifiés bénéficient néanmoins d'une expérience certaine dans le Golfe, à l'instar du Français *EDF Energies Nouvelles*, associé au Coréen *Kepeco*, de l'Emirien *Masdar*, associé au Français *Total Solar*, du Japonais *Marubeni* ou encore du Chinois *Jinko Power*. Déjà très présente dans le secteur de l'électricité en Oman, *Engie*, qui a répondu seule, a également été pré-qualifiée. Compte tenu des difficultés budgétaires du Sultanat, la structuration financière du projet devrait constituer un critère non-négligeable dans son attribution, prévue d'ici fin 2018.

Hydrocarbures : 1^{er} pavillon France au salon OGWA du 26 au 28 mars 2018 par Business France

Business France a organisé pour la 1^{ère} fois en Oman un pavillon français à l'occasion du 11^{ème} salon biennal *Oil & Gas West Asia (OGWA)*, le plus important du Sultanat, avec près de 11 000 visiteurs, qui s'est tenu à Mascate du 26 au 28 mars. *Business France* a rassemblé cinq PME et ETI françaises : les sociétés *Amesthyste*, *Drillscan Energy*, *Parifex*, *PCM* et *Ponticelli*. Le secteur des hydrocarbures reste au cœur de l'économie omanaise, contribuant encore à près de 30 % du PIB et étant à l'origine de 61 % des exportations et 75 % des recettes budgétaires. Compte tenu des contraintes actuelles de financement, les autorités entendent attirer davantage les groupes pétroliers internationaux en réduisant notamment la présence étatique dans les blocs d'exploration & production attribués, à l'image du champ gazier de *Khazzan*, détenu à 60 % par *BP* et 40 % par *Oman Oil Company*, et du bloc 52, détenu en majorité par *ENI* à 55 % et *Qatar*

Petroleum à 30 %. Le Sultanat mise également sur l'essor de la filière avale, dont la production de produits raffinés (diesel, essence, kérosène, GPL) a atteint 204 000 barils / jour en janvier 2018, soit +17 % comparé à la moyenne mensuelle de 2017. Cette évolution reflète avant tout l'extension de la raffinerie de Sohar à 197 000 b/j (contre 116 000 b/j précédemment), reliée depuis fin mars au nouveau terminal d'Al Jifnain par un gazoduc de 290 km (coût total de 336 M USD) dans le cadre du projet *Muscat Sohar Product Pipeline (MSPP)*. Le secteur du gaz devrait par ailleurs soutenir à moyen terme l'essor de l'industrie pétrochimique à Sohar et Duqm, *PDO* venant d'annoncer la découverte de près de 110 Mds m³ de gaz naturel en réserves prouvées, à comparer aux 700 Mds m³ de réserves prouvées jusqu'à alors.



Retail : ouverture d'un nouveau supermarché Carrefour à Sur

Carrefour MAF a ouvert début mars un nouveau supermarché dans le centre commercial de *My City Center Sur* pour un montant d'investissement de 15 M OMR. Cette ouverture s'inscrit dans la stratégie d'expansion de *Carrefour MAF*, qui possède actuellement la 2^{ème} part de marché en matière de distribution alimentaire derrière l'enseigne indienne *Lulu*. *MAF*, qui détient la franchise, entend porter le nombre de super et hypermarchés *Carrefour* dans le Sultanat d'Oman à 12 d'ici à fin 2018 contre 6 fin 2017. Deux nouveaux supermarchés *Carrefour* devraient ainsi voir le jour à Sohar, dont un dans le futur *City Centre* développé par *MAF* et un à Mascate, dans le quartier d'Al Araimi. Outre *Carrefour*, *MAF* possède les deux autres *City Centre* de Mascate dans les quartiers de Qurm et Seeb, et développe le futur *Mall of Oman* situé dans le quartier de Bausher, prévu pour fin 2019. D'une valeur globale de 715 M USD, il s'étendra sur 137 000 m² et abritera 350 marques, un cinéma, des aires de jeux, un supermarché et un hôtel de 292 chambres. Globalement, d'ici à 2020, *MAF* prévoit d'investir 1,3 Md USD en Oman.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de Mascate.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les possibles erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique de Mascate

Rédigé par : Louis Mangenot, Gilles Bordes et Marine Audras

Revu par : Gilles Bordes
Chef du Service économique de Mascate

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/oman>